



**Le Directeur Général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), José Graziano da Silva se rendra à Madagascar, Maurice et Seychelles en appui au Programme Régional de Sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Commission de l'Océan Indien du 29 Août au 03 Septembre 2016**

A Maurice, il participera à l'*Avant COP22: Conférence ministérielle et de dialogue public-privé sur les économies de l'océan face au changement climatique en Afrique*, en réponse à l'invitation de la Banque Mondiale.

**QUAND/ OU : 29 - 30 Août 2016 à Madagascar**

**31 Août - 01 Septembre 2016 à Maurice**

**02 - 03 Septembre 2016 aux Seychelles.**

Lors de son séjour dans l'Océan Indien, il effectuera des visites de courtoisie auprès des Chefs d'État de Madagascar, SE M. Hery Rajaonarimampianina ; de Maurice SE Mme Ammenah Gurib-Fakim ; et des Seychelles SE M. James A. Michel. Des réunions de travail auront lieu avec les ministres en charge de dossiers de collaboration avec la FAO dans ces pays.

M. Graziano rencontrera les Organisations de la Société Civile œuvrant pour le

développement rural et la sécurité alimentaire et nutritionnelle à Madagascar; il assistera à *l'Avant COP22: Conférence ministérielle et dialogue public-privé sur les économies de l'océan face au changement climatique en Afrique*

qui se tiendra à Maurice; il rencontrera le nouveau Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien (COI); et entreprendra une visite de terrain sur les sites de projets de la FAO aux Seychelles.

\*\*\*\*\*

Article d'opinion du Directeur Général de la FAO

## **Les Îles de l'océan Indien devraient miser sur leur diversité pour renforcer leur résilience**

*Par José Graziano da Silva\**

Les Petits États insulaires en développement (PEID) représentent 40 pays parmi les pays membres de la FAO dans le monde. Il s'agit du groupe le plus touché par le changement climatique. La fréquence des catastrophes climatiques limite leur capacité à réagir aux risques environnementaux naturels et anthropiques qui les rendent particulièrement vulnérables.

Les secteurs agricoles de ces PEID sont parmi les plus menacés. Les aléas naturels, y compris les risques phyto- et zoo-sanitaires (les risques acridiens, par exemple) et les risques liés à la variabilité et au changement climatiques, mais également les aléas économiques (notamment la hausse des prix alimentaires), socio-politiques et sécuritaires (dont les conflits) pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations des îles de l'océan Indien, en particulier sur les petits producteurs agricoles.

Les PEID sont identifiés en trois groupes régionaux: la région des Caraïbes, la région du Pacifique et la région AIMS (Atlantique, Océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale). Ce dernier groupe n'est pas constitué sur une base géographique et devrait pouvoir renforcer son identité à travers une stratégie basée sur la diversité.

Pour les îles de l'océan Indien, la Commission de l'océan Indien (COI) est le principal partenaire régional dans la formulation et la mise en œuvre du Programme d'action mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les PEID. Ce programme comprend cinq éléments clés: promouvoir la sécurité alimentaire et une alimentation saine; assurer la gestion durable des ressources naturelles; renforcer la résilience aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles; promouvoir le commerce et l'accès aux marchés; et améliorer les partenariats et la coopération internationale.

Si nous voulons concrétiser un tel Programme, nous devons appuyer les initiatives émanant des groupes régionaux comme celle des îles de l'océan Indien. La COI a amorcé sa contribution à travers la formulation du Programme Régional de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PRESAN), élaboré avec l'appui technique de la FAO. Le document du PRESAN tient compte des recommandations issues de la Stratégie de Maurice pour avancer dans la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des PEID, de la Troisième Conférence internationale sur les PEID, de Rio +20, des Orientations de Samoa sur l'interdépendance entre la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le changement climatique et le développement durable.

Nous constatons que les réflexions et les concertations sur ces sujets s'intensifient. Une *Conférence ministérielle de dialogue entre les secteurs public et privé sur l'Économie océanique face au changement climatique en Afrique*

est organisée par la Banque mondiale à l'Île Maurice, du 1

er

et 2 septembre 2016, afin d'examiner

les réalisations, les défis et les priorités relatifs aux côtes africaines, où une attention particulière porte sur PEID de la COI avec pour thème «Les PEID en première ligne du changement climatique: Que faut-il pour inverser la tendance?».

L'Agenda pour 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) soutiennent la diversité et l'inclusion. Cette diversité peut être considérée sous l'angle des trois piliers du développement durable. La diversité écologique est relative à la biodiversité et aux ressources naturelles existantes. La diversité économique porte sur la dépendance des pays à l'agriculture, aux forêts et à la pêche ainsi qu'aux secteurs du tourisme et du commerce notamment . Enfin, la diversité sociale est fondée sur les habitudes, les pratiques et le savoir-faire des populations issues de différentes origines et cultures. Toute cette diversité peut contribuer d'une manière significative à renforcer les piliers de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à savoir la disponibilité, l'accès, la stabilité et l'utilisation.

Il faut que la volonté politique de chaque pays de la région à partager et à se conformer à une vision commune dans la diversité des objectifs respectifs soit forte. Nous devons encourager l'implication des jeunes pour leur capacité d'innovation et celle des femmes pour leur qualité entrepreneuriale, avec l'appui du secteur privé, afin d'assurer la rentabilité des investissements. Les efforts des partenaires doivent converger vers un objectif commun et se mettre en œuvre dans le respect et l'optimisation de la diversité.

La FAO, engagée à soutenir les initiatives des gouvernements des îles de l'océan Indien, dispose de l'expertise nécessaire, compte tenu du rôle important que jouent l'agriculture, la foresterie et les pêches dans une stratégie efficace de croissance économique.

Il est maintenant grand temps de renforcer et pérenniser nos actions. Nous devons accroître les investissements pour renforcer la résilience économique et environnementale des petits agriculteurs des îles de l'océan Indien. Cela se fera à travers la pratique des méthodes intelligentes d'adaptation inclusives et durables en matière d'agriculture, d'élevage et de pêche face aux effets du changement climatique.

Notre message pour la Journée mondiale de l'alimentation (le 16 octobre, 2016) est «Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi.»

Ce concept correspond à la période cruciale au cours de laquelle sera célébrée cette Journée annuelle, à quelques semaines de la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, COP 22, qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2016, à Marrakech, au Maroc.

Notre appui aux PIED sera largement couvert lors de ces deux événements.

La FAO appelle les pays à inclure les questions relatives à l'alimentation et l'agriculture dans leurs plans d'action sur le climat et à investir davantage dans le développement rural.

*\* José Graziano da Silva est le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*